

505 LM4h7/13

9141

(1939)

Résidence du Conseil

DÉCRET du 1^{er} septembre 1939 prescrivant la mobilisation générale des armées de terre, de mer et de l'air.

**Mobilisation générale des armées de terre,
de mer et de l'air.**

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 1^{er} septembre 1939.

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de soumettre à votre signature le projet de décret ci-inclus, prescrivant la mobilisation générale des armées de terre, de mer et de l'air.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de
la guerre,*

ÉDOUARD DALADIER.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre de la marine et du ministre de l'air,

Vu la loi du 25 février 1875 sur l'organisation des pouvoirs publics;

Vu la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires;

Vu la loi du 13 juillet 1927 sur l'organisation de l'armée;

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée;

Vu l'avis du conseil des ministres,

Décète :

Art. 1^{er}. — La mobilisation générale des armées françaises de terre, de mer et de l'air est ordonnée sur toute l'étendue du

territoire français, en Algérie, dans les colonies et autres territoires d'allégeance française.

Art. 2. — En France, en Corse, en Algérie et en Tunisie, la mobilisation générale sera portée à la connaissance des populations au moyen d'affiches qui seront immédiatement placardées sur la voie publique.

Tout Français devra se conformer aux prescriptions contenues dans ces affiches sous peine d'être puni avec toute la rigueur des lois.

Art. 3. — Dans les colonies, l'ordre de mobilisation sera porté à la connaissance des populations conformément à la loi par les soins des gouverneurs.

Ce même soin incombera à l'égard des Français ou ressortissants français résidant, savoir :

Dans les pays de protectorat (autres que la Tunisie) et territoires à mandat, aux commissaires ou résidents généraux.

A l'étranger, aux agents diplomatiques ou consulaires ou représentants de la France.

Art. 4. — Le présent décret entraîne l'appel à l'activité des affectés spéciaux.

Art. 5. — Le droit de réquisition est ouvert sur tout le territoire français, en Algérie, aux colonies et dans les territoires à mandat. Il s'exercera conformément aux lois et décrets en vigueur.

Dans les pays de protectorat, les réquisitions s'opéreront selon les conventions arrêtées dans ce but avec les gouvernements locaux.

Art. 6. — Les autorités civiles, militaires, maritimes, aériennes et coloniales sont chargées, sous leur responsabilité, de veiller à l'exécution des dispositions du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:
*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la
guerre,*

ÉDOUARD DALADIER.

Lois et Décrets (p. 10966)

Décret du 1er septembre 1939

PRÉSIDENTE DU CONSEIL

Mobilisation générale des armées de terre,
de mer et de l'air.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 1^{er} septembre 1939.

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de soumettre à votre signature le projet de décret ci-inclus, prescrivant la mobilisation générale des armées de terre, de mer et de l'air.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de
la guerre,*

ÉDOUARD DALADIER.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre de la marine et du ministre de l'air,

Vu la loi du 25 février 1875 sur l'organisation des pouvoirs publics;

Vu la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires;

Vu la loi du 13 juillet 1927 sur l'organisation de l'armée;

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée;

Vu l'avis du conseil des ministres,

Décète:

Art. 1^{er}. — La mobilisation générale des armées françaises de terre, de mer et de l'air est ordonnée sur toute l'étendue du

territoire français, en Algérie, dans les colonies et autres territoires d'allégeance française.

Art. 2. — En France, en Corse, en Algérie et en Tunisie, la mobilisation générale sera portée à la connaissance des populations au moyen d'affiches qui seront immédiatement placardées sur la voie publique.

Tout Français devra se conformer aux prescriptions contenues dans ces affiches sous peine d'être puni avec toute la rigueur des lois.

Art. 3. — Dans les colonies, l'ordre de mobilisation sera porté à la connaissance des populations conformément à la loi par les soins des gouverneurs.

Ce même soin incombera à l'égard des Français ou ressortissants français résidant, savoir:

Dans les pays de protectorat (autres que la Tunisie) et territoires à mandat, aux commissaires ou résidents généraux.

A l'étranger, aux agents diplomatiques ou consulaires ou représentants de la France.

Art. 4. — Le présent décret entraîne l'appel à l'activité des affectés spéciaux.

Art. 5. — Le droit de réquisition est ouvert sur tout le territoire français, en Algérie, aux colonies et dans les territoires à mandat. Il s'exercera conformément aux lois et décrets en vigueur.

Dans les pays de protectorat, les réquisitions s'opéreront selon les conventions arrêtées dans ce but avec les gouvernements locaux.

Art. 6. — Les autorités civiles, militaires, maritimes, aériennes et coloniales sont chargées, sous leur responsabilité, de veiller à l'exécution des dispositions du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:
*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la
guerre,*

ÉDOUARD DALADIER.

Lois et décrets (p. 10966)

Décret du 1er septembre 1939

PRÉSIDENT DU CONSEIL

**Mobilisation générale des armées de terre,
de mer et de l'air.**

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 1^{er} septembre 1939.

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de soumettre à votre signature le projet de décret ci-inclus, prescrivant la mobilisation générale des armées de terre, de mer et de l'air.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de
la guerre,*

ÉDOUARD DALADIER.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre de la marine et du ministre de l'air,

Vu la loi du 25 février 1875 sur l'organisation des pouvoirs publics;

Vu la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires;

Vu la loi du 13 juillet 1927 sur l'organisation de l'armée;

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée;

Vu l'avis du conseil des ministres,

Décète :

Art. 1^{er}. — La mobilisation générale des armées françaises de terre, de mer et de l'air est ordonnée sur toute l'étendue du

territoire français, en Algérie, dans les colonies et autres territoires d'allégeance française.

Art. 2. — En France, en Corse, en Algérie et en Tunisie, la mobilisation générale sera portée à la connaissance des populations au moyen d'affiches qui seront immédiatement placardées sur la voie publique.

Tout Français devra se conformer aux prescriptions contenues dans ces affiches sous peine d'être puni avec toute la rigueur des lois.

Art. 3. — Dans les colonies, l'ordre de mobilisation sera porté à la connaissance des populations conformément à la loi par les soins des gouverneurs.

Ce même soin incombera à l'égard des Français ou ressortissants français résidant, savoir :

Dans les pays de protectorat (autres que la Tunisie) et territoires à mandat, aux commissaires ou résidents généraux.

A l'étranger, aux agents diplomatiques ou consulaires ou représentants de la France.

Art. 4. — Le présent décret entraîne l'appel à l'activité des affectés spéciaux.

Art. 5. — Le droit de réquisition est ouvert sur tout le territoire français, en Algérie, aux colonies et dans les territoires à mandat. Il s'exercera conformément aux lois et décrets en vigueur.

Dans les pays de protectorat, les réquisitions s'opéreront selon les conventions arrêtées dans ce but avec les gouvernements locaux.

Art. 6. — Les autorités civiles, militaires, maritimes, aériennes et coloniales sont chargées, sous leur responsabilité, de veiller à l'exécution des dispositions du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :
*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la
guerre,*

ÉDOUARD DALADIER.

Lois et décrets (p. 10840)

Ministère du Travail

ARRÊTÉ du 31 août 1939

Réquisition collective.

Le ministre du travail,

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, et notamment l'article 31, aux termes duquel :

« A la mobilisation ou dans les cas prévus à l'article 1^{er} de la présente loi, quiconque n'obéit pas à un ordre régulier de réquisition ou abandonne le service public, établissement ou entreprise soumise à réquisition auquel il est personnellement requis, est passible d'une peine de six jours à cinq ans d'emprisonnement; quiconque refuse une prestation requise est passible d'une amende qui ne peut être inférieure à 500 fr. et qui peut s'élever au double de la prestation; »

Vu le décret du 28 novembre 1938 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938;

Vu le décret du 12 avril 1939 désignant le ministre du travail comme ministre unique chargé de la mobilisation de la main-d'œuvre;

Vu le décret du 28 septembre 1938 portant ouverture du droit de réquisition;

Vu le décret du 12 avril 1939 relatif à l'extension aux étrangers bénéficiaires du droit d'asile des obligations imposées aux Français par les lois de recrutement et la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Vu l'arrêté du ministre du travail en date du 24 août 1939 ordonnant la réquisition collective du personnel de certains établissements;

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les dispositions de l'arrêté du 24 août 1939 relatif à la réquisition collective du personnel de certains établissements sont étendues aux établissements, usines ou exploitations privés ayant des sous-commandes d'un titulaire de marchés en cours des départements de la guerre, de la marine ou de l'air, lorsque ces sous-commandes ont donné lieu à un visa d'un service de contrôle de l'un de ces départements ministériels.

Art. 2. — Dans chaque département, le préfet est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 31 août 1939.

CHARLES POMARET.

Lois et Décrets (p. 10749)

DÉCRET du 25 août 1939

**MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE
ET DE LA GUERRE**

Ouverture du droit de réquisition.

Le Président de la République française,
Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;
Vu le décret du 28 septembre 1938 autorisant l'exécution des mesures prévues par la loi du 11 juillet 1938;
Vu le décret du 28 novembre 1938 sur les réquisitions et notamment l'article 2 relatif à l'ouverture du droit de réquisition;
Le conseil des ministres entendu,

Décète:

Art. 1^{er}. — Le droit de réquisition est ouvert sur tout le territoire national.

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre des finances, le ministre de l'intérieur, le ministre des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de la marine, le ministre de l'air, le ministre des travaux publics, le ministre du travail, le ministre de l'économie nationale, le ministre des anciens combattants et pensionnés, le ministre de l'éducation nationale, le ministre du commerce, le ministre de l'agriculture, le ministre de la santé publique, le ministre des postes, télégraphes et téléphones et le ministre de la marine marchande sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 août 1939.

ALBERT LEDRÜN.

Par le Président de la République:

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de
la guerre,*

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Le ministre de l'intérieur,
ALBERT SARRAUT.

Le ministre des affaires étrangères,
GEORGES BONNET.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
PAUL MARCHANDEAU.

Le ministre de la marine,
C. CAMPINCH.

Le ministre de l'air,
GUY LA CHAMBRE.

Le ministre des travaux publics,
A. DE MONZIE.

Le ministre du travail,
CHARLES POMARET.

Le ministre de l'éducation nationale,
RAYMOND PATENÔTRE.

*Le ministre des anciens combattants
et pensionnés,*

CHAMPETIER DE RIBES.

Le ministre de l'éducation nationale,
JEAN ZAY.

Le ministre du commerce,
FERNAND GENTIN.

Le ministre de l'agriculture,
HENRI QUEUILLE.

Le ministre de la santé publique,
MARC RUCART.

*Le ministre des postes, télégraphes
et téléphones,*
JULES JULIEN.

*Le ministre de la marine, ministre de la
marine marchande, par intérim,*
C. CAMPINCH.

Lois et décrets (p. 10691)

DÉCRET du 24 août 1939

MINISTÈRE DU TRAVAIL

Réquisition collective du personnel de certains établissements.

Le ministre du travail,

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, et notamment l'article 31, aux termes duquel :

« A la mobilisation ou dans les cas prévus à l'article 1^{er} de la présente loi, quiconque n'obéit pas à un ordre régulier de réquisition ou abandonne le service public, établissement ou entreprise soumise à réquisition auquel il est personnellement requis, est passible d'une peine de six jours à cinq ans d'emprisonnement; quiconque refuse une prestation requise est passible d'une amende qui ne peut être inférieure à 500 fr. et qui peut s'élever au double de la prestation »;

Vu le décret du 28 novembre 1938 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938;

Vu le décret du 12 avril 1939 désignant le ministre du travail comme ministre unique chargé de la mobilisation de la main-d'œuvre;

Vu le décret du 28 septembre 1938 portant ouverture du droit de réquisition;

Vu le décret du 12 avril 1939 relatif à l'extension aux étrangers bénéficiaires du droit d'asile des obligations imposées aux Français par les lois de recrutement et la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Sur toute l'étendue du territoire national, sont requis en totalité la direction et le personnel des établissements, usines et exploitations privés titulaires, soit de marchés en cours des départements de la guerre, de la marine ou de l'air, soit d'avis de commandes, de préavis de sous-commandes, d'avis de production ou de fabrication émanant d'un ministère.

Art. 2. — Le personnel requis est tenu de rester au poste qu'il occupe, sauf notification individuelle d'avoir à rejoindre tout autre poste. En cas de mise à exécution des mesures de repliement, d'éloignement ou de dispersion, il suivra le sort de l'établissement, usine ou exploitation auquel il appartient.

Le personnel en congé est tenu de rejoindre son poste sans délai.

Art. 3. — La réquisition s'adresse :

1^o Aux hommes, aux femmes et aux mineurs français et ressortissants français;

2^o Aux hommes, femmes et mineurs étrangers sans nationalité et aux autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile,

appartenant, au jour où elle est notifiée, aux établissements, usines ou exploitations visés à l'article 1^{er} ci-dessus.

Art. 4. — Dans aucun cas la réquisition faite en exécution du présent arrêté ne dispense le personnel soumis aux obligations militaires de se conformer aux prescriptions des ordres ou fascicules de mobilisation ou de toute convocation adressée par l'autorité militaire.

Art. 5. — Dans chaque département, le préfet est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 24 août 1939.

CHARLES POMARET.